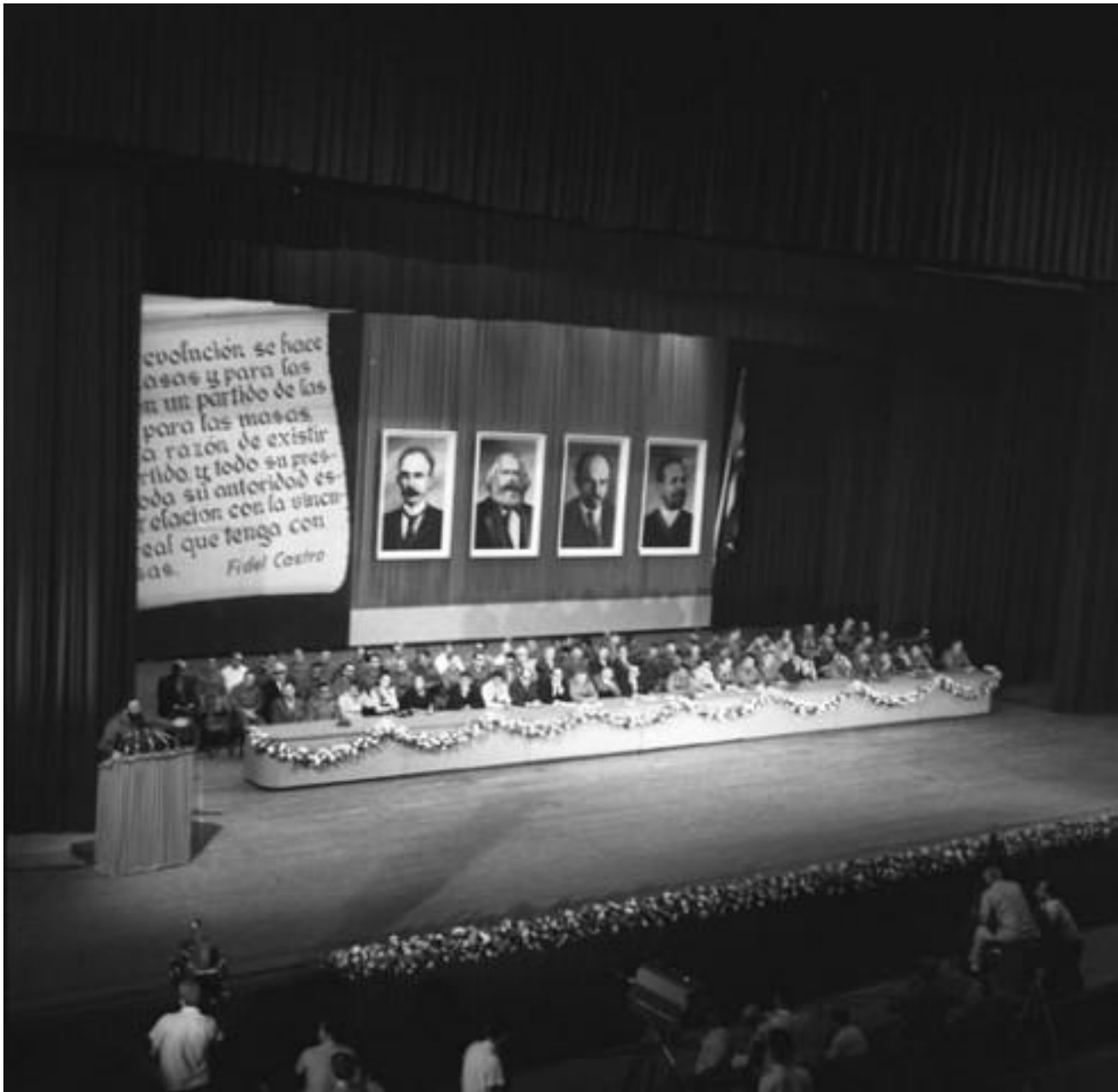


[Un parti, celui de Fidel](#)



« J'ai donc la conviction la plus profonde que l'existence d'un parti est et doit être, sur une très longue période historique, dont personne ne saurait prédire l'étendue, la forme d'organisation politique de notre société. »

Fidel Castro

L'ancien agent de la CIA Philip Agee déclarait, en mars 1987, lors d'une interview au magazine Zona Cero, citée par Alfredo Grimaldos à la page 150 de son livre de 2006 *La CIA en España*, publié à Cuba en 2007 :

« Dans le cadre du Programme pour la démocratie, élaboré par l'Agence, une attention particulière est accordée aux Fondations des partis politiques allemands, principalement la Friedrich Ebert, du Parti social-démocrate, et la Konrad Adenauer Stiftung, des démocrates-chrétiens. Ces fondations ont été créées par les fonds versés par la CIA à ces organisations dans le cadre des opérations de "construction de la démocratie" après la Seconde Guerre mondiale.

« Plus tard, dans les années 60, les Fondations allemandes ont commencé à soutenir des partis frères et d'autres organisations à l'étranger et ont créé de nouveaux canaux pour l'argent de la CIA. Vers 1980, les Fondations allemandes avaient des programmes en cours dans une soixantaine de pays et dépensaient environ 150 millions de dollars. Elles opéraient dans un secret presque total... Les opérations de la Friedrich Ebert du SPD fascinaient les États-Uniens, en particulier ses programmes de formation et les subventions qu'ils avaient accordées aux sociaux-démocrates en Grèce, en Espagne et au Portugal, peu avant la chute des dictatures dans ces pays et immédiatement après...

« Au Portugal, par exemple, lorsque le régime de Salazar, en place depuis 50 ans, fut renversé en 1974, le Parti socialiste dans son entier aurait à peine suffi pour jouer une partie de poker et se trouvait à Paris, sans aucun partisan au Portugal. Mais avec les plus de 10 millions de dollars de la Ebert Stiftung, et quelques autres transferts de fonds de la CIA, le Parti socialiste portugais connut une croissance rapide et devint en peu de temps le parti au pouvoir. »

On pourrait supposer qu'après la chute d'une dictature, il ne devrait pas y avoir de « gatopartisme » [changer pour que tout reste pareil] qui permette aux mêmes forces dominantes puissantes à l'intérieur et à l'extérieur de la sphère sociale et nationale (selon Fidel), organisées en partis électoraux, de poursuivre la même domination par d'autres moyens, comme cela s'est produit non seulement dans les pays du sud de l'Europe mentionnés par Agee, mais aussi dans les modèles de « transitions » au Chili et autres pays d'Amérique latine où, après avoir assassiné suffisamment de militants de gauche, les conditions ont été créées pour que jamais plus un projet de véritable démocratie populaire ne parvienne au pouvoir, et si celui-ci y parvenait et tentait quelques réformes du système sans briser ce que Lénine appelait « la machine de l'État bourgeois », les banquiers, les médias et l'appareil judiciaire seraient là pour remettre les choses « à leur place », comme cela s'est produit au Brésil, en Équateur et au Paraguay.

Et si cela ne suffisait pas, comme au Honduras et en Bolivie, l'armée et la police avec des chefs formés au Nord, ainsi que bien des juges et des journalistes, adeptes de la lawfare [guerre juridique], très utilisée en ce moment en Amérique latine, sont prêts à empêcher les hommes politiques et les partis de se présenter aux élections, leur seul crime étant d'avoir une chance de les gagner. En Grèce, berceau de la démocratie et de la culture occidentale, le vote populaire n'a servi à rien face aux grandes banques qui ont imposé, à travers l'Union européenne, une voie opposée à celle choisie par les citoyens lors du scrutin.

Du nord au sud et d'est en ouest, les résultats des élections sont respectés tant qu'ils ne mettent pas en péril la continuité du capitalisme. Dans le cas contraire, le chantage financier, les sanctions économiques et le coup d'État se chargent de rectifier le tir.

Le premier round du cirque électoral dont on parle tant ces jours-ci entre les candidats à la plus haute fonction des États-Unis, représentant les deux partis qui contrôlent la politique dans cette société, toujours d'accord sur l'essentiel, que ce soit la préservation du capitalisme ou la nécessité de changer Cuba, n'est qu'une partie du spectacle dans lequel la négociation des contradictions entre les grands groupes économiques nous est vendue comme de la démocratie. Rappelons les courriels divulgués par Wikileaks dans lesquels Michael Froman, un cadre supérieur de la Citibank, « propose » ceux qui finalement devraient occuper chacun des postes du cabinet du premier gouvernement Obama pour savoir comment les choses fonctionnent réellement. Ce n'est pas le parti de Trump, mais celui de Biden qui, à deux reprises, a trouvé inacceptable un programme comme celui de Sanders visant un capitalisme plus sensible au social. En supposant qu'il soit élu, vu ce qui s'est passé en Grèce, quelle

serait sa capacité réelle à gouverner ?

La Révolution cubaine n'a pas interdit les partis politiques préexistants en raison de leur alliance avec le régime de Batista ou de leur complicité avec les agressions impérialistes. Dans les premiers mois de 1959, ils ont perdu toute base populaire et la plupart de leurs dirigeants ont quitté le pays en attendant que les États-Unis ne le leur rendent. Au cours d'un processus non exempt de tensions et de contradictions, les trois forces révolutionnaires qui ont contribué à la chute de la dictature ont tissé progressivement l'unité, qui s'est forgée, sous la direction et la pédagogie politique de Fidel, à travers la proclamation du Comité central du Parti communiste de Cuba le 3 octobre 1965

55 ans plus tard, nous avons toujours à Cuba un Parti où ce ne sont pas les banquiers qui commandent, où ne militent ni journalistes, ni militaires ni juges formés pour servir des intérêts étrangers. La majorité de ses membres, y compris une bonne partie des hommes et des femmes qui le dirigent, sont nés après 1959 et pour en faire partie, ils ont dû être reconnus et approuvés par une assemblée de travailleurs dans leur centre de travail, d'études ou leur unité militaire, avec l'exigence d'être exemplaires.

Il est vrai que tout au long de ces années, il y a eu des opportunistes et des simulateurs dans ses rangs, mais c'est la loyauté, le sacrifice et la discipline de l'immense majorité de ses membres qui ont fait que plus de 86% des Cubains ont approuvé une Constitution qui attribue au Parti le statut d'« avant-garde organisée de la nation cubaine ». Ce sont ces militants que nous avons vus ces jours-ci à la tête de la recherche de solutions visant à faire en sorte que personne ne soit abandonné face aux ouragans et aux pandémies – ce qui a fait que Cuba étonne le monde. Ils appartiennent à un Parti qui a donné à chaque citoyen une voix dans le débat sur l'avenir du pays, qu'il s'agisse des Orientations pour l'indispensable transformation vers l'efficacité et la durabilité de notre socialisme, ou de la nouvelle Constitution. Quand les démocraties libérales ont-elles fait quelque chose de semblable ?

Une culture politique profonde, un contact permanent avec la réalité sociale et une grande capacité de mobilisation et de production idéologique, avec une communication sans bureaucratisme, sont les exigences d'un scénario de plus en plus diversifié et complexe dans lequel, ce que le président Diaz-Canel a qualifié d'« essaim annexionniste » financé depuis les États-Unis, tente d'articuler un projet politique qui, associé au blocus économique et la promotion d'une société civile d'opposition, à travers un système de médias privés, ramènerait le pays au capitalisme.

Les Fondations dénoncées par Agee sont prêtes à profiter de nos fissures et ont consacré leur temps à Cuba pour organiser des événements financés par des organisations telles que la Fondation Open Society de George Soros. Dans ce cadre, ils ont offert leur « expérience en transitions » dans le style de celles qui ont eu lieu en Europe de l'Est, où plus d'un régime qui sont revenus à la démocratie libérale et au multipartisme ont imposé une interdiction des partis et des symboles communistes.

Mais une fois encore, ce qui est décisif, ce n'est pas ce que font nos ennemis, mais ce que nous, nous sommes capables de faire. Comme l'a déclaré le général d'armée Raul Castro, un Parti de plus en plus démocratique, qui dans les nouvelles circonstances continue d'être une garantie du pouvoir politique des travailleurs, forger de l'unité du peuple autour des postulats de justice sociale, de souveraineté nationale et de solidarité internationaliste dans lesquels Fidel nous a éduqués. Rien d'autre ne sera à la hauteur de ses fondateurs, de l'éthique martinienne et fidéliste de leur militantisme et de l'héroïsme du peuple dont il a nourri ses rangs. •

Auteur:

- [Sánchez](#)
- [Sánchez, Iroel](#)

Un parti, celui de Fidel

Published on Fidel soldado de las ideas (<http://www.fidelcastro.cu>)

Source:

Granma International

13/10/2020

Source URL: <http://www.fidelcastro.cu/fr/articles/un-parti-celui-de-fidel?width=600&height=600>